

POST-SCRIPTUM

LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE ET SES IMPLICATIONS SUR LE BIEN-ÊTRE DE L'ENFANT EN AFRIQUE

UN «TSUNAMI» SILENCIEUX EN ROUTE

Il y a un peu plus de trente ans que des images déchirantes d'enfants émaciés d'Éthiopie enseignaient au monde ce qu'est la tragédie de la famine. La faim continue à hanter beaucoup de régions d'Afrique, rendue encore pire par l'actuelle crise alimentaire mondiale, dévalisant des villages entiers d'enfants et plongeant des tas d'êtres humains dans un désespoir infini.

Le prix des denrées alimentaires sur le marché international atteint leur plus haut niveau depuis près de 50 ans, pendant les trois premiers mois de 2008 et les prix des produits qu'on pouvait trouver sur place furent les plus élevés depuis près de 30 ans. Le prix de l'huile végétale a augmenté d'une moyenne de plus de 97% pendant le mois de janvier 2008, suivi par le prix des céréales qui a grimpé de 87%; des produits d'usage quotidien ont monté de 58%, et le riz a grimpé de 46% (FAO 2008a). Cela a abouti à une situation de crise que le Programme Alimentaire Mondial a appelée un «tsunami silencieux», lequel, au moment où nous écrivons cela, menace de plonger plus de 100 millions de personnes dans le monde dans le désespoir de la faim (WFP 2008).

La crise a touché presque tous les pays du monde. Elle a un effet inquiétant de boule de neige - tel qu'il a finalement renversé un premier ministre en Haïti, envoyé des tas d'enfants mauritaniens au lit sans manger et forcé l'armée égyptienne à cuire du pain pour la population. L'Afrique subsaharienne est une des régions les plus vulnérables aux effets de cette crise alimentaire actuelle. La région est composée de 20 des 36 pays les plus facilement atteints par cette montée en flèche des prix des denrées alimentaires (Reuters 2008).

QUELS SONT LES FACTEURS DÉTERMINANTS?

Ce sont à la fois l'offre et la demande qui sont à blâmer pour les augmentations récentes dans les prix des denrées alimentaires. Le facteur déclenchant se trouve être le dramatique déclin de la production de céréales dû à conditions météorologiques désastreuses plus fréquentes et plus graves et à d'autres phénomènes. Le changement climatique a causé la perte de terres agricoles, perte irréversible dans certains cas, résultant de la sécheresse, d'inondations, d'orages ou de l'érosion (Falksohn et al. 2008). Les experts prédisent que le changement climatique causera finalement une réduction de la productivité agricole en Afrique de 30% au moins (Oxfam America 2008).

La production de céréales a diminué annuellement de 4 à 7% respectivement en 2005 et en 2006 dans la majorité des pays exportateurs. La réduction progressive du niveau des stocks de céréales depuis le milieu des années 1990 est une autre facteur à effet secondaire qui a eu un impact significatif récemment sur les marchés (FAO 2008a). On s'attend à ce que les stocks mondiaux en céréales soient, à la fin de l'an 2008, encore diminués d'un autre 5% du niveau déjà réduit au commencement de la saison, atteignant leur plus bas niveau depuis 25 ans.

L'augmentation du prix du carburant a bien entendu eu un impact sur les coûts de production et sur le transport des marchandises provenant de l'agriculture. Les prix en dollars américains de certains engrais, par exemple, sont montés de plus de 160% dans les deux premiers mois de 2008 comparés à ceux de la même période en 2007. En même temps que les coûts des engrais, celui très élevé de l'énergie a contribué d'au moins 15% dans l'augmentation récente des denrées alimentaires (PREM,

ARD et DEC 2008). Les tarifs de fret ont doublé en un an, depuis février 2006, affectant le coût du transport vers les pays importateurs (FAO 2008a). Le prix du carburant a atteint le record de 135 dollars américains la barrique depuis mai 2008, ce qui a eu un impact très fort ressenti par les consommateurs et les entreprises (BBC News 2008).

L'augmentation du prix du carburant a aussi déclenché un autre problème important: le détournement de cultures pour produire des biocarburants. Ce changement vers les biocarburants – lesquels sont dérivés de plantes dont la production nécessite des terrains agricoles – a encore fait monter plus les prix des denrées alimentaires, en réduisant la quantité de cultures vivrières disponibles et en encourageant la transformation de grandes quantités de terrains agricoles pour plutôt cultiver les plantes qui produiront des biocarburants (Hennigan 2008). Certains estiment que 65% de l'augmentation récente du prix des denrées alimentaires est due à cette industrie de biocarburants et aux facteurs de rapide accroissement de cette industrie vu les demandes dans ce domaine (Mitchell 2008 cité dans FAO 2008a).

Des produits qui ont été utilisés comme nourriture ou comme fourrage servent aujourd'hui de matière première pour produire des biocarburants (FAO 2008a). Il en résulte que beaucoup de personnes dans le monde qui sont anxieuses de remplir leurs réservoirs d'essence sont en compétition avec toutes les autres personnes dans le monde qui se battent pour remplir leurs estomacs (World Bank 2008). On dit que 232 kgs de maïs, qui suffiraient à nourrir un enfant pendant un an, sont ce qu'il faut pour fabriquer 50 litres de bioéthanol (Finfacts 2008a). D'après l'Institut International de Recherche pour une Politique alimentaire (IFPRI), Il y a en 2008 environ 2,4 millions enfants d'âge préscolaire sous-alimentés de plus dans les pays en développement à cause de l'impact de cette industrie des biocarburants. Des recherches récentes pensent que 390 000 enfants âgés de moins de 5 ans en plus mourront à cause de l'augmentation de la dénutrition due aux biocarburants. Si cette tendance du développement de l'industrie des biocarburants continue, les morts d'enfants augmenteront encore jusqu'à 475 000 en 2010 (Senauer 2008).

Pour compliquer la situation plus encore, cette demande en biocarburants dans un monde où le prix de l'essence ne fait que grimper, est en train de leurrer des pays pauvres africains lesquels risquent de faire le mauvais choix en vue d'attirer des investissements étrangers. En Tanzanie, par exemple, des milliers de fermiers qui faisaient pousser du riz et du maïs ont été chassés de leurs terres fertiles qui avaient des accès à de l'eau pour y installer des plantations de canne à sucre et de jatrophas sur des terres alors privatisées. Des millions d'hectares en Ethiopie ont été identifiés comme propices à la production de biocarburants et de nombreuses compagnies étrangères ont déjà reçu des terres provenant de fermes, de forêts ou de régions désertes (Hennig 2008). Dans d'autres pays, comme le Kenya, des fermes sur lesquelles on cultivait de bons produits de consommation domestique servent maintenant à faire pousser des produits de luxe destinés au Nord, comme des fleurs coupées (Angus 2008).

L'autre raison donnée à cette augmentation actuelle des prix des denrées est le changement dans la demande alimentaire, particulièrement par les économies asiatiques prospères. Les habitudes alimentaires changent, se diversifient et abandonnent les féculents en faveur de la viande et d'autres produits, intensifiant par là la demande de grains alimentaires et renforçant les rapports entre différents types de denrées alimentaires (FAO 2008a). La Chine, par exemple, a estimé à plus de 40% l'accroissement en consommation de grains de soya et de viande ces derniers dix ans (Hennigan 2008). Il vaut la peine de noter que 7 kilos de grains sont nécessaires pour produire un kilo de viande (Kurata 2008).

Certains pensent aussi qu'il faut attribuer la crise actuelle à des facteurs structurels plus profonds qu'à seulement la pénurie en alimentation. Les partisans de cette idée disent que la faim et la dénutrition sont le résultat d'un ordre économique qui maintient et intensifie la pauvreté, l'inégalité et l'injustice (Ventura 2008). Ils certifient qu'il y a assez de nourriture dans le monde pour tous ses habitants. Le problème viendrait d'après eux d'une distribution non équitable de la nourriture mondialement disponible. Si la nourriture était distribué de façon équitable tout autour du monde, il y en aurait assez pour que chacun puisse consommer environ 2 760 calories par jour (World Ecology Report 2005 cité dans

UNEDESA 2005). En 2006, il y avait 800 millions de personnes de par le monde qui ont eu faim, mais il y en avait encore plus, un milliard, à être obèses (Wilson 2008). Les 200 personnes les plus riches du monde possèdent à elles seules autant d'argent que 40% de la population globale et pourtant 850 millions de gens vont au lit chaque soir en ayant faim (Falksohn et al. 2008).

Un autre argument avancé dans ce sens tourne autour du refus des pays développés de supprimer les subsides donnés à leur agriculture, alors qu'ils imposent des règles de commerce international au reste du monde. Un très petit nombre de compagnies transnationales ont la main haute sur les prix; elles monopolisent les technologies, imposent des procédés commerciaux iniques et manipulent les circuits de distribution, les sources de financement, les échanges et la fourniture de la production mondiale alimentaire. Elles contrôlent aussi le transport, la recherche scientifique, les banques et la production d'engrais et de pesticides (Ventura 2008). La combinaison de contrats de commerce iniques, de propriétaires concentrant des entreprises énormes de production alimentaire et de la prédominance du commerce international grâce au contrôle ou à du trafic d'influence dans des institutions telles que le Banque mondiale, le Fonds monétaire international (IMF) et l'Organisation mondiale du Commerce (WTO) signifie que les pays pauvres ont vu leur capacité à déterminer eux-mêmes leurs propre politique alimentaire gravement sapée (Shah 2008).

Finalement, facteur aggravant, quelques-unes des mesures prises afin de réduire l'impact des prix élevés sur les consommateurs les plus vulnérables, telles que l'interdiction d'exporter et l'augmentation des taxes d'exportation, ces mesures ont elles-mêmes fait s'envoler les prix (FAO 2008a).

EN QUOI LES ENFANTS SONT-ILS AFFECTÉS?

Au niveau macro-économique, l'augmentation du prix de l'alimentation a contribué à aggraver la pauvreté dans un nombre important de pays en Afrique. Aggraver la pauvreté a presque toujours un impact disproportionné sur les enfants. Dans six des huit pays étudiés dans une analyse qui recherchait les effets sur la pauvreté des prix plus élevés dans les aliments clés de base, il s'est avéré que cette augmentation entre 2005 et 2007 avait accru la pauvreté de 3% en moyenne (PREM, ARD et DEC 2008). La banque mondiale estime qu'en doublant les prix de l'alimentation ces trois dernières années, cela pouvait potentiellement pousser 100 millions de personnes ayant déjà des revenus assez bas vers une misère aggravée (World Bank 2008). Étant donné que la nourriture n'est plus le produit bon marché qu'elle a été, les importations de nourriture risquent de coûter quatre fois plus à la fin de 2008 que ce ne fut le cas en 2000 (FAO 2008b).

Le continent africain est un importateur net de céréales (FAO 2008a). Une étude nous montre qu'une augmentation de 10% des prix des produits importés augmente la pauvreté de 1,8% (Ivanic et Martin 2008). Dans les pays qui ont un gros déficit budgétaire et pour lesquels l'augmentation de leurs dépenses en importation de céréales dépasse 1%, 11 d'entre eux présentent des taux de dénutrition de plus de 20%. Ceci signifie qu'une personne sur cinq, au moins, risque de ne pas pouvoir consommer le minimum de calories nécessaire pour la maintenir en bonne santé et être à peine capable de s'activer. Parmi les 7 pays les plus vulnérables, quatre ont déjà un taux de dénutrition de 29% minimum (FAO 2008a).

Un nouveau groupe de gens miséreux se crée à cause de cette crise alimentaire. L'augmentation du prix du maïs de 10% va augmenter la pauvreté en Zambie et Mali, par exemple, deux pays dans lesquels les ménages urbains et campagnards sont des acheteurs potentiels, de 0,8 et de 0,5% respectivement dans zones rurales et de 0,2 et 0,3% dans les zones urbaines, et en fait de 0,5% pour la nation entière dans les deux pays (Ivanic et Martin 2008). Dans les pays les moins développés, avec un haut niveau de pauvreté et d'insécurité alimentaire, avec une large population, certains ménages dépensent 70 à 80% de leurs revenus en alimentation (FAO 2008a). D'ici peu, ces acheteurs, qu'ils soient dans les villes ou à la campagne seront les plus affectés (et il faut y inclure les ménages ruraux les plus miséreux, lesquels sont les principaux acheteurs de ce type de denrées) (FAO 2008a).

La forte dépendance vis à vis des importations pétrolières (100% dans la plupart des pays) – et, dans beaucoup de cas, vis à vis des importations des céréales de première importance dans la consommation domestique (le riz, le maïs, et la farine)– est en train d'exacerber les prédictions qui annoncent une misère aggravée dans ces pays. Sur la base d'une année complète, en Ethiopie, par exemple, le prix de l'essence importée coûtera environ 1 milliard de dollars ce qui veut dire 3% du PIB et ce qui limitera gravement les investissements possibles dans le bien-être de la population (Abate 2008).

Des pays comme l' Erythrée, le Niger, les Comores, le Botswana et le Libéria sont spécialement vulnérables étant donné le très haut niveau de risques de ce genre auxquels ils sont exposés. L' Erythrée, dont l'importation de céréales est de 88% et de 100% d'importation pour le pétrole, a déjà une population à 75% sous-alimentée alors que les Comores, qui elles aussi importent 100% de leurs produits pétroliers et 80% de leurs céréales ont une population déjà à 60% sous-alimentée (FAO 2008a).

Au niveau des ménages, il y a aussi des conséquences liées aux choix difficiles que ceux-ci doivent faire, et particulièrement les plus démunis, à cause de leur pouvoir d'achat tellement rapidement diminué (FAO 2008a). Pour compenser le prix élevé du riz, les ménages les plus pauvres peuvent peut-être se tourner vers le choix de moins manger, ou d'acheter des produits moins chers, mais moins nutritifs, des produits prévus pour des régimes (PREM, ARD et DEC 2008). Les ménages pauvres se trouvent devant le choix entre la santé, l'éducation ou d'autres dépenses pour le ménage qui ne sont pas liés à ces deux domaines (FAO 2008a), ou encore il se voient obligés de vendre un patrimoine productif pour pouvoir faire face à leurs nouvelles contraintes économiques catastrophiques. Et alors, les miséreux deviennent plus miséreux encore (Rashid 2008), souffrant terriblement de cette perte de bien-être que leur offrait leur ménage. Ceux qui ne disposent que d'un dollar américain par jour suppriment la viande, les légumes dans un ou deux de leurs repas de manière à pouvoir s'offrir un bol de nourriture, mais ceux qui ne reçoivent qu'un ½ dollar doivent affronter le désastre (The Economist 2008).

La classe moyenne elle-même n'est pas à l'abri de la crise. Celle des pays pauvres reçoit des soins dans les services de santé et peut diminuer sa quantité de viande ce qui lui permet de pouvoir s'offrir trois repas par jour. Ceux qui sont à la limite, qui ne disposent que de 2 dollars américains par jour, retirent leurs enfants de l'école et suppriment les légumes de leur alimentation pour pouvoir se mettre au riz.

L'effet de la crise sur les plus vulnérables - cela veut dire les personnes qui dépendent de l'aide humanitaire, les orphelins, les personnes affectées par le Sida, les femmes enceintes et celles qui allaitent – cet effet est dévastateur. Les enfants ne sont pas seulement privés des produits nutritifs dont ils ont besoin pour grandir et se développer, mais ils gardent des cicatrices qui les atteignent physiquement et dans leur potentiel intellectuel et qu'ils traîneront toute leur adolescence et jusqu'à l'âge adulte. Il existe aussi de sérieux risques que ces enfants ne meurent de maladies qu'on aurait pu soigner facilement, ou ne quittent l'école pour pouvoir être mis au travail (Deen 2008) à cause de cette misère grandissante dans leur famille.

L'infection par le Sida, compliquée par un régime alimentaire inadéquat, intensifie les effets de la dénutrition. La dénutrition, à son tour, raccourcit la période asymptotique de la maladie, hâte les attaques du Sida et précipite le décès en dernier ressort; elle peut aussi accroître le risque de transmission du virus de la mère à l'enfant.

La crise alimentaire peut aussi, sur une large échelle sociale, générer de vastes mouvements de foule, et créer des désastres et des urgences humanitaires. D'après le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), des coûts alimentaires insupportables peuvent forcer de pauvres femmes à se livrer à des transactions sexuelles juste pour survivre et cela peut provoquer des violences accrues contre des femmes chefs de famille (Deen 2008).

Les enfants sont eux aussi naturellement affectés par les conséquences de ces problèmes économiques et par les troubles sociaux qui en découlent, comme les émeutes pour la nourriture qui ont eu lieu sur beaucoup de continents, pour commencer dans les villes où des gens font d'abord les frais du poids de l'alimentation et de la montée en flèche du carburant (Hattingh 2008). Des troubles

sociaux au Burkina Faso, en Mauritanie, au Mozambique, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Cameroun ont coûté la vie à 100 personnes (Falksohn *et al.* 2008) et causé de substantiels dommages matériels.

Si l'on regarde le bon côté, la hausse des prix peut stimuler la réponse du marché, si les signaux transmis aux producteurs atteignent ceux qui ont la capacité d'accroître leur production et – s'il existe des moyens de transport et des infrastructures adéquates pour permettre d'approvisionner le marché. Ceci pourrait être une importante occasion de promouvoir le développement de l'agriculture et du monde rural dans de nombreux pays au maigre revenu, pourvu qu'ils soient soutenus par une politique environnementale et par de mesures rapidement mises en place (FAO 2008a).

QUE FAUT-IL FAIRE?

Les pays africains font face pour le moment à des défis troublants, qui nécessitent cependant des mesures urgentes mais prises avec prudence. Jusqu'à aujourd'hui, l'Afrique subsaharienne, l'Amérique Latine et les Caraïbes sont les régions qui ont les niveaux les plus faibles en activité politique, avec à peu près 20% et 30% de ces régions, respectivement où l'on ne trouve aucune activité politique du tout dans aucune des catégories (FAO 2008a).

Des mesures politiques à court terme devraient inclure des filets de sécurité et une protection sociale pour les consommateurs les plus vulnérables à la fois en ville et à la campagne ainsi que l'augmentation à court terme de réponses en fournitures pour les petits exploitants de fermes. Cela peut vouloir dire de protéger les plus vulnérables directement avec des distributions de nourriture, de prévoir des subventions en nourriture ou des transferts d'argent et d'organiser des programmes alimentaires, dont des cantines scolaires.

Améliorer les politiques commerciales, comme la réduction des tarifs et des taxes peut provoquer un certain soulagement chez les consommateurs et cela peut aussi rapporter des gains importants en éliminant des barrières commerciales en agriculture et des embargos à l'exportation (Rashid 2008).

Les projets qui touchent à la production des biocarburants doivent être réexaminés vu leurs effets sur la sécurité alimentaire. L'Afrique du Sud a déjà, par exemple, réduit la production de graines d'éthanol parce qu'elle était préoccupée par sa sécurité alimentaire (FAO 2008a).

Les gouvernements peuvent agir en diminuant le coût global de la distribution domestique. L'importance de consolider les transports intérieurs atténuant les augmentations des prix a été récemment soulignée au Congo (Brazzaville) (PREM, ARD et DEC 2008).

Il sera important, à plus long terme, de s'attaquer aux principes de base qui provoquent l'accroissement des investissements dans l'agriculture, à la fois dans le secteur public et dans le privé et d'améliorer le fonctionnement des marchés. Annuler les dettes des pays en développement pourrait les aider à investir leur ressources dans leur agriculture, avec l'objectif en tête de leur permettre d'arriver à une autosuffisance alimentaire au long terme. Si l'estimation actuelle de 345 milliards de dollars américains de dettes dues par les pays en développement était levée, ces pays pourraient jouir de fonds plus que suffisants pour remanier complètement leurs systèmes agricoles. Il faudrait un total de 30 milliards de dollars américains par an pour relancer l'agriculture dans les pays en développement et pour éviter de futurs risques de conflits touchant la nourriture (Finfacts 2008b).

Ces mesures-là et d'autres encore sont crucialement nécessaires. Une réponse lassée, apathique ne peut qu'inviter à un échec inutile, dont la conséquence pourrait être dramatique: à des revers encore plus grands dans la recherche de gains alimentaires, dans les domaines de la santé et de l'éducation; à une instabilité sociale et à de l'insécurité; à une misère plus grande encore et la famine; et à des morts humaines en très grand nombre (FAO 2008a).

Mai 2008

